

d'une France affaiblie par la guerre et à la recherche du soutien d'un Canada fort et uni afin d'étayer les points de vue français au sein de l'Alliance atlantique, s'est fait un devoir de se comporter d'une manière presque identique envers les Canadas anglophone et francophone, et de sacrifier à des mythes tels que celui de l'unité canadienne et celui de l'égalité des deux langues et des deux groupes linguistiques au sein de la société canadienne. Guillaume rattache l'attitude et le comportement d'Auriol non à des facteurs personnels mais plutôt à la conception qu'Auriol, en tant que président, se faisait de l'intérêt national de son pays. Guillaume démontre, cependant, que même si l'intérêt national de la France n'avait pas exigé, en 1951, un Canada uni sous la direction d'un fort gouvernement fédéral, les dispositions idéologiques et personnelles de ce socialiste peu attiré par le catholicisme auraient vraisemblablement empêché le développement de rapports plus étroits avec un Québec dont les élites politique et religieuse ne lui cachaient pas leur désapprobation du genre de France qu'il représentait, ni leur nostalgie de Pétain, du régime de Vichy, voire de l'Ancien Régime.

Guillaume précise, d'autre part, que dès 1940 le général de Gaulle fit preuve d'une attitude toute autre. Cette différence, l'on peut en partie, sans doute, l'attribuer à des dispositions idéologiques et personnelles (de Gaulle, en 1940, s'est adressé en tant que Catholique et Français aux Canadiens-français); mais il faut surtout la rattacher au fait que de Gaulle, à partir de 1958, devait devenir le président d'une France plus forte que ne l'avait été Auriol, une France dont l'intérêt national — aux yeux de de Gaulle — n'exigeait plus un Canada uni mais dont la mission était d'aider et de rassembler les peuples francophones du monde entier. Il convient de souligner ici que la pensée gaullienne sur le Canada ne manque pas de bon sens et devrait parfois donner à réfléchir aux Canadiens, comme le montrera la lecture de l'article de Guillaume. Il est temps de réviser une image de de Gaulle très répandue parmi les Canadiens anglophones, et qui est celle d'un aliéné ou d'un monstre. Guillaume, soit dit en passant, constate chez de Gaulle une paradoxale sympathie pour le Canada. Il s'agit non pas de «tout pardonner», mais d'y voir plus clair afin de mieux comprendre l'histoire.

Pour une politique nouvelle

Bien que Guillaume s'abstienne de traiter de l'état actuel des relations franco-canadiennes, il est évident qu'il a très utilement

décrit le contexte historique sans lequel on ne saurait les comprendre. S'il peut sembler qu'aujourd'hui le président Giscard d'Estaing se contente d'un flottement passif entre les deux différents types de politique canadienne qui ont été, tour à tour, suivis par la France — politique pro-fédéraliste d'Auriol, politique pro-séparatiste de De Gaulle — ce serait sans doute sous-estimer M. Giscard d'Estaing, qui semble être l'un des instigateurs les plus actifs de l'évolution de l'Occident vers ce que le président de la République conçoit explicitement comme un «nouvel ordre mondial». Et justement, ce que l'on souhaiterait, ce serait ni un retour à la politique d'Auriol, ni à celle de de Gaulle, mais la formulation d'une politique nouvelle et nette, une politique qui tiendrait compte des réalités actuelles.

L'évolution future de la politique française envers le Canada, et celle des relations franco-canadiennes, seront fonction de la conception que se fera chacun de ces deux pays de son intérêt national. Il importe, à ce propos, de souligner le désir de M. Trudeau d'établir des rapports plus étroits avec la Communauté économique européenne tout en rendant le Canada plus indépendant des États-Unis. Cette double évolution dépendra également, sans doute, de l'évolution de la situation politique et constitutionnelle au Canada. Pour normaux et même très souhaitables que puissent être d'étroits liens culturels et économiques entre la France et le Québec, il faut espérer, fortement, que la France ne laissera pas échapper l'occasion exceptionnelle d'établir également avec le Canada anglophone des relations très amicales, voire privilégiées. Et cela dans tous les domaines: il y va de l'intérêt national de nos deux pays.

De meilleurs rapports officiels et économiques avec le Canada pourraient aisément s'appuyer sur les rapports excellents qui existent déjà entre les deux peuples. Les gouvernements canadiens et français ont à cet égard une lourde responsabilité: il n'est pas normal que les relations entre deux pays aussi liés par l'histoire, la culture, le sang de deux guerres mondiales, et l'intérêt mutuel présent et à venir, soient imprégnées d'incertitude, voire de suspicion. Mais la responsabilité de changer cet état de choses incombe également à l'opinion publique et aux moyens de communication, qui peuvent et doivent influencer la politique des deux États — afin de rendre les relations entre les deux pays aussi cordiales que celles qui existent déjà entre les deux peuples.

A quand un voyage officiel au Canada du président de la République française?